

la conquête de places dans un appareil d'Etat qui serait censé porter la puissance du changement. En fait, l'Etat est une puissance qui fonctionne pour les classes dominantes, selon leurs valeurs et leurs objectifs. L'Etat social naît de la pression des classes populaires et s'avère chaque jour plus fragile.

Les classes populaires n'obtiendront rien qui ne dérive de leur action directe, de la construction de leur propre puissance. Dans cette dynamique, les élections les initiatives et le référendums censés remplacer la mobilisation sociale ne permettent guère d'avancer et de construire le rapport de force face aux classes dominantes.

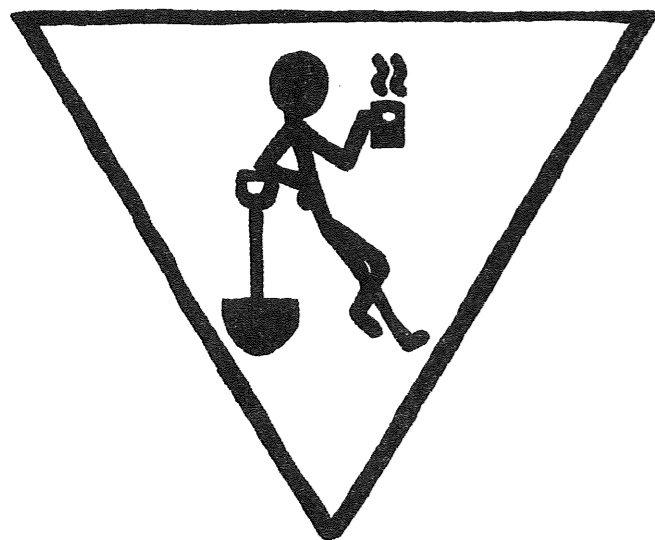
Il n'est jamais inutile d'infliger à l'ennemi une défaite. La votation du 7 mars a été une occasion de ce faire mais ce qui sera décisif ne se fera pas dans les urnes, par une addition d'élections et de votations, par l'investissement de l'appareil d'Etat.

**C'est l'action organisée qui contraint le pouvoir à céder. Elle peut et doit s'exercer de l'extérieur de l'Etat**

On peut organiser l'action politique populaire sans qu'elle soit soumise à l'idée du pouvoir, de la représentation dans l'Etat, des élections. Dans la période historique que nous traversons, la condition de l'efficacité de la lutte sociale réside précisément dans cette capacité de construire l'action populaire hors de l'institution étatique.



## Apporte ta contribution à la reprise économique



**Travaille plus lentement  
Crée des emplois**

Organisation  
Socialiste  
Libertaire

1er mai 2010 - 16 h 30 - Av. Tribunal Fédéral - Lausanne  
[www.rebellion.ch](http://www.rebellion.ch)



### QUE FAIRE?

- Informe-toi.** informe tes ami-e-s, tes voisins, tes collègues, ta famille.
- Télécharge nos tracts,** affiches et autoccolants et distribue les.
- Ecris-nous** tes commentaires à propos de ce texte.

**REJOINS-NOUS, OU PAS.  
MAIS ORGANISE-TOI!**

**Contact:**

OSL-vaud  
case postale 7062  
1002 Lausanne  
CCP 10-15446-3

[rebellion@riseup.net](mailto:rebellion@riseup.net)  
[www.rebellion.ch](http://www.rebellion.ch)

# REBELLION

Feuille d'agitation de l'Organisation Socialiste Libertaire  
Numéro spécial Avril 2010 de l'OSL-vaud



## Exploitation, égalité: choisir

La tentative bourgeoise d'imposer un gigantesque vol des rentes du 2e pilier a été défaite en votation le 7 mars. C'est un succès. Mais cette victoire est ponctuelle. Bientôt, patron-ne-s, gouvernant-e-s et financier-ère-s reviendront à la charge. Ils-elles recommenceront le chantage sur la durée de vie qui se prolonge trop, sur le déséquilibre financier des caisses. Ils-elles en feront peut-être un peu moins mais ils-elles ne renoncent pas à emporter le morceau.

N'empêche que le premier coup porté au taux de conversion des rentes du 2e pilier l'a été avec l'accord de l'USS (Union Syndicale Suisse) et du PS (Parti Socialiste), sous prétexte de faire face au vieillissement de la population. Cette concession est exemplaire de toute une politique qui accepte, au nom de l'équilibre du système, une redistribution de plus en plus injuste de la richesse.

### Une stratégie de terre brûlée.

Car la bourgeoisie ne s'en prend pas qu'au 2e pilier. Dans un mouvement d'ensemble, elle attaque les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale. Elle veut dégrader et restructurer l'AVS, l'assurance maladie, l'assurance invalidité, l'assurance accident, l'assurance chômage. Elle veut démanteler les services publics



de bases et remettre au marché la production de prestations indispensables à la majorité sociale.

La question qu'il faut se poser ce n'est pas seulement la portée de telle ou telle mesure que les capitalistes prennent mais bien la définition du mouvement d'ensemble, de la stratégie, que les classes dominantes et l'Etat de ce pays conduisent systématiquement.

**LE DROIT D'EXISTER DIGNEMENT NE SE MENDIE PAS, IL S'IMPOSE.**

## Les patron-ne-s à l'assaut de la sécurité sociale.

Pour les patron-ne-s il s'agit d'imposer l'insécurité sociale, de rompre les solidarités et les mutualités, d'affaiblir ainsi durablement les classes populaires. La bourgeoisie suisse agit de manière coordonnée, sur le long terme.

Banquier-ère-s, industriel-le-s, assureur-euse-s, politicien-ne-s de tout poil veulent payer moins d'impôts, moins contribuer aux assurances sociales et donc baisser radicalement les prestations de sécurité sociales et de service public. Ils-elles entendent réduire sans cesse le nombre des usager-ère-s.

## Frapper les plus faibles pour éduquer tous les autres.

C'est envers les pauvres et les précaires que cette stratégie de guerre sociale s'exprime de la manière la plus claire. Les requérant-e-s d'asile, les sans-papier-ère-s, les personnes dites en "non entrée en matière" ont été traité avec cette cruauté sociale particulière que la bourgeoisie déploie dans les politiques d'exception. Les traitements infligés à ces personnes ont constitué de véritables laboratoires pour l'attaque que nous subissons aujourd'hui quand nous sommes chômeurs-euses, pauvres précaires, handicapé-e-s, socialement affaibli-e-s.

Ainsi, rapidement, les classes dominantes veulent asservir de plus en plus les classes populaires en commençant par les groupes les plus fragiles. Le pouvoir d'Etat multiplie les états d'exception et s'affirme, chaque jour davantage, comme une machine à encadrer et à discipliner les un-e-s, à réprimer les autres, à broyer les derniers.

## Travail forcé, soumission obligée



La bourgeoisie entend remettre au travail, dans la précarité et avec des sous-salaires de misères une grande partie des usager-ère-s des assurances sociales. Il ne s'agit pas simplement de renforcer ainsi une "armée

industrielle de réserve" qui puisse faire pression sur les salaires et les conditions de travail; il est davantage question de développer de véritables bataillons disciplinaires qui produisent un exemple pour la société entière, de multiplier les états sociaux d'exception, de faire peur. Le sort fait aux pauvres, aux précaires aux chômeur-euse-s doit illustrer pour l'ensemble des classes populaires le sort qui attend celles et ceux qui, pour une raison ou pour une autre ne se conformeront pas à leur condition sociale, ne feront pas assez d'efforts pour rester dans la norme, ne s'investiront pas suffisamment pour demeurer rentables aux yeux des capitalistes.

Le système travaille pour dominer des gens qui avaient ou ont encore des droits. A partir du moment où les gens ne représentent plus une force de travail rentable à 100%, hyper-productive t o t a l e m e n t exploitable, le capitalisme les fragilise et réduit les droits, y-compris le droit à une existence digne.

## Privé-e-s de droits

Survivre pour les pauvres et les précaires ne pourra bientôt se faire qu'au prix de l'acceptation d'une soumission et d'un contrôle de tous les instants. La bourgeoisie détruit les assurances sociales et le service public pour mieux repousser un maximum de gens vers l'aide sociale dont la contre-partie on le sait est l'assujettissement.

Les pauvres et les précaires sont ainsi progressivement contraint-e-s non seulement de devenir des travailleur-euse-s occasionnel-le-s, fragil-e-s, aux moyens de défense réduits, mais ils-elles- deviennent plus fondamentalement une catégorie de la population hors du droit commun.

Mais cette démarche d'asservissement qui touche tour à tour les secteurs faibles et fragilisés finit par menacer toutes les classes popu-

lares. Il ne s'agit pas simplement des salaires qui baissent, de la flexibilité contrainte et de la charge de travail qui augmentent.

Les classes dominantes recherchent systématiquement plus de pouvoir, plus de richesse et n'acceptent aucune limite.

Chacun sait bien, par exemple, qu'un recul de l'âge de la retraite à 67 ou 68 ans se traduira par une dégradation des conditions d'existence, donc une réduction de l'espérance de vie, une croissance du chômage et une baisse des rentes. Le capitalisme parie délibérément sur une croissance de la souffrance sociale. La

réponse à tout cela ne réside pas dans de savants calculs démographiques mais bien dans la manière dont va se répartir la richesse socialement produite et sur notre capacité d'imposer les critères d'utilité sociale et d'égalité face à ceux de l'accumulation du profit et du pouvoir au mains d'une minorité de privilégié-e-s.

C'est dans cette dynamique qu'il faut également comprendre le problème des rentes du 2e pilier. L'épargne forcée du 2e pilier a permis aux capitalistes de lever de gigantesques masses d'argent qui ont permis de changer les modes de gestions de l'économie. Ils-elles l'ont "financiarisée", générant de gigantesques bénéfices par la surexploitation de la nature et des humain-e-s.

## Une répartition inégale des richesses.

Dans cette répartition de plus en plus inégale de la richesse, dans un modèle de développement de plus en plus oppressif et dangereux, l'épargne forcée des salarié-e-s a été perdante à double titre. Elle a contribué à imposer des critères de gestion capitaliste qui ont produit davantage d'exploitation, de précarité et de domination contre le monde du travail et la nature. Les classes populaires n'ont touché, même dans les époques de grandes

prospérités, qu'une infime part des bénéfices. Après avoir accumulé de gigantesque richesse. Les classes dominantes ont voulu aussi ruiner ce 2e pilier qu'elles avaient elles-mêmes mis sur pied avec l'appui, faut-il le rappeler, de la gauche institutionnelle.



C'est cet effort permanent pour imposer une répartition sans cesse plus inégalitaire des richesses, pour appauvrir, pour précariser, pour asservir qui est en jeu aujourd'hui. Et c'est bien l'ensemble du dispositif de l'institution sociale, du sens de l'activité économique, de la production et de la répartition de la richesse, de l'organisation du pouvoir politique qu'il s'agit de combattre

Le capitalisme a une conception fort claire des choses. La personne qui n'a pas de richesse n'a pas de droit inconditionnel à l'existence. A peine peut-elle supplier une marge de survie au prix de sa soumission.

## Le droit d'exister dignement ne se mendie pas, il s'impose.

Et c'est exactement cela qu'il faut mettre en jeu dans chaque lutte. C'est cet ordre là qu'il faut remettre en question partout où nous pouvons le faire. Le droit d'exister dignement ne se mendie pas. Il s'impose. Il implique que nous exercions une lutte permanente pour disputer aux classes dominantes la richesse, le pouvoir, les conditions et le sens de l'organisation de la société.

En ce sens, le maintien et le développement des assurances sociales et du service public font aboutir un rapport de forces et construisent un droit social, une avancée significative de l'égalité sociale et de l'autodétermination individuelle et collective, de la liberté.

La lutte pour le salaire direct, pour le salaire social et pour les prestations de service public répondent aux besoins sociaux majoritaires. C'est la lutte pour l'égalité sociale et la liberté. Le succès de ce mouvement ne tient pas dans